



LE STATUT GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

Les agents publics travaillent dans des structures chargées de remplir des missions d'intérêt général ; ils relèvent d'un droit particulier, « le droit de la fonction publique » et bénéficient d'un régime juridique spécifique, « le statut général de la fonction publique ».

1 Un ensemble de quatre lois

Titre I		
Loi du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires (loi Le Pors) S'applique aux trois fonctions publiques		
Titre 2	Titre III	Titre IV
Loi du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la FPE	Loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la FPT	Loi du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la FPH

Tout agent public relève du titre I du statut général de la FP et, en fonction de l'administration pour laquelle il travaille, du titre II, III ou IV.

2 Les droits et devoirs des agents publics

Le titre I du statut général concerne les agents titulaires, stagiaires, non titulaires de droit public et a pour but de garantir le bon fonctionnement du service public.

La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires a actualisé le titre I du statut général de la FP, notamment :

- réaffirmation des valeurs fondamentales du service public : tout fonctionnaire exerce ses fonctions avec dignité, impartialité, intégrité, probité, fait preuve de neutralité et respecte le principe de laïcité ;

- prévention des conflits d'intérêts afin de garantir l'impartialité ;
- référent déontologue : sa mission est d'accompagner le fonctionnaire pour l'aider à respecter ses obligations déontologiques ;
- protection étendue pour les lanceurs d'alerte (personne qui entend mettre fin à une action illégale ou irrégulière en interpellant les pouvoirs en place ou en suscitant une prise de conscience).

3 Les dispositions statutaires relatives à la FPT

Elles figurent dans le titre III du statut général de la FP. La loi du 26 janvier 1984 précise le statut général des agents publics relevant de la FPT :

- dispositions relatives aux organes de la FPT : le CSFPT, le CNFPT, les centres de gestion de la FPT, les CAP, les CT, les CHSCT ;
- accès à la FPT ;
- structure des carrières ;
- positions ;
- évaluations, avancements, reclassements ;
- rémunération ;
- action sociale et aide à la protection sociale complémentaire des agents ;
- discipline ;
- cessation de fonctions et perte d'emploi ;
- exercice du droit syndical ;
- dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- hygiène, sécurité et médecine préventive.

4 Le recrutement des agents territoriaux

Même si certains grades de cadres d'emplois de catégorie C (adjoint administratif de 2^e classe, agent social de 2^e classe, adjoint d'animation de 2^e classe...) permettent le recrutement direct, le principe reste le recrutement après réussite à un **concours**.

Le lauréat à un concours de la FPT est inscrit, par ordre alphabétique, sur une **liste d'aptitude**, gérée par le CDG organisateur du concours. Elle a une valeur nationale, c'est-à-dire que l'inscription sur la liste d'aptitude permet au lauréat de postuler sur l'ensemble du territoire national. La loi déontologie de 2016 a augmenté la durée de validité de la liste d'aptitude (de 3 ans à 4 ans) : elle est désormais valable 2 ans,

renouvelable 2 fois sur demande écrite du lauréat. Si, à l'issue de cette période de 4 années, le lauréat n'a pas été recruté, il perd le bénéfice de son concours.

Dans la fonction publique territoriale, la démarche de **recherche d'emploi** s'apparente à celle d'une recherche dans le secteur privé. En effet, l'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement ; elle constitue un vivier de candidats pour les employeurs publics locaux. En vertu du principe de libre administration des collectivités territoriales, les employeurs territoriaux (maire, président d'EPCI...) sont libres de leur choix. Le lauréat doit faire acte de candidature auprès des employeurs territoriaux.

5 La nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire

Le lauréat à un concours de la FPT inscrit sur la liste d'aptitude et recruté par un employeur territorial est nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire (en principe pour 1 an). Il est alors radié de la liste d'aptitude. Il bénéficie d'une **formation d'intégration** dispensée par le CNFPT afin de favoriser sa connaissance de la FPT. À l'issue du stage, l'employeur territorial décide de titulariser l'agent ou de prolonger son stage ou de le licencier.

6 La titularisation

La titularisation de l'agent territorial marque le début de la carrière.

7 L'unification du régime

La position administrative d'un agent désigne le lien entre le cadre d'emplois (ou le corps), un grade, un emploi et ses droits. Depuis la loi déontologie du 20 avril 2016, tout fonctionnaire (FPE, FPT, FPH) est placé dans l'une des positions administratives suivantes :

Activité	Détachement	Disponibilité	Congé parental
L'agent exerce les fonctions de l'un des emplois correspondant à son grade. Lors des congés annuels ou dans le cadre d'une mise à disposition, l'agent reste en position d'activité	L'agent est placé hors de son cadre d'emplois (corps) d'origine. Il conserve, dans ce cadre d'emplois (corps) ses droits à l'avancement et à la retraite	L'agent est temporairement placé hors de son administration d'origine. Il perd le bénéfice de son traitement, ses droits à l'avancement et à la retraite	L'agent cesse son activité professionnelle pour élever son enfant. Il est en congé non rémunéré

La loi déontologie de 2016 a supprimé la position hors cadres.

8 Les statuts particuliers

Chaque cadre d'emplois de la FPT est régi par un statut particulier à caractère national. Il précise les missions des agents relevant de ce cadre d'emplois, les conditions de recrutement, les règles particulières pour la formation, l'avancement, la rémunération...

Un rédacteur territorial relève :

- du titre I du statut général de la FP ;
- du titre III du statut général de la FP ;
- du décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

9 L'avenir du statut général ?

Si le statut général de la FP permet de prendre en considération la spécificité des missions de l'agent public, son avenir est incertain. Ainsi, le 22 mars 2016, une proposition de loi a été déposée à l'Assemblée nationale visant à réserver le statut de la fonction publique aux agents exerçant une fonction régalienne (Assemblée nationale, proposition de loi n° 3587).

Certains préconisent la fin du statut pour les nouveaux entrants dans la fonction publique et leur rattachement au droit privé. Quant aux fonctionnaires, ils bénéficieraient du choix entre le maintien du statut de la FP ou le choix du statut de droit privé.

Un motif récurrent pour supprimer le statut général serait sa rigidité de gestion ; à l'inverse, d'autres soulignent sa flexibilité et son intérêt pour le service public.

Selon le rapport d'information (Sénat n° 572) de Catherine Di Folco, du 13 juin 2018, « Dialogue et responsabilité : quatorze propositions d'avenir pour la fonction publique territoriale », près de 2 millions de fonctionnaires et de contractuels territoriaux font vivre les services publics de proximité : crèches, cantines, bibliothèques, polices municipales, services techniques, etc. Depuis 34 ans, le statut de la fonction publique territoriale permet de concilier deux exigences : la neutralité des agents territoriaux et la mise en œuvre par les quelques 50 000 employeurs locaux des engagements pris auprès de leurs électeurs.

Sans être remis en cause, ce statut a vocation à évoluer, notamment pour prendre en compte les réformes territoriales successives, la mutation des services publics locaux et la réduction des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales et à leurs groupements (- 16,3 % entre 2013 et 2017).